

# **GE\_GERICHTE ACJC/896/2023 vom 14. Juli 2023**

GE Cour de justice, 2023-07-14, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ACJC\\_896\\_2023](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_896_2023)

FR: GE\_GERICHTE ACJC/896/2023 du 14 juillet 2023

IT: GE\_GERICHTE ACJC/896/2023 del 14 luglio 2023

## **Erwägungen**

### **E. 1.1**

Dans les affaires patrimoniales, l'appel est recevable contre les décisions finales et les décisions incidentes de première instance lorsque la valeur litigieuse au dernier état des conclusions est de 10'000 fr. au moins (art. 308 al. 1 et 2 CPC). En l'espèce, les prétentions des intimés devant le Tribunal s'élevaient en dernier lieu à plus de 150'000 fr. en capital, de sorte que la voie de l'appel est ouverte.

### **E. 1.2**

Interjeté dans le délai de trente jours et suivant la forme prescrite par la loi, l'appel est recevable à cet égard (art. 130, 131, 142 al. 1, 311 al. 1 CPC).

### **E. 1.3**

S'agissant d'un appel, la Cour revoit la cause avec un plein pouvoir d'examen (art. 310 CPC). Elle applique le droit d'office (art. 57 CPC).

## **E. 2**

Les intimés contestent la recevabilité de l'appel, compte tenu de la radiation de la société A\_\_\_\_\_ SA du Registre du commerce par suite de fusion avec la société F\_\_\_\_\_ SA. L'appelante sollicite pour sa part qu'il soit constaté que la société F\_\_\_\_\_ SA lui a succédé en qualité de partie, et que sa désignation soit rectifiée en conséquence. Il convient d'examiner ces conclusions en priorité.

### **E. 2.1**

Aux termes de l'art. 181 al. 4 CO, la cession d'un patrimoine ou d'une entreprise appartenant à des sociétés ou à des entreprises individuelles, qui sont

- 4/7 -

C/23959/2017 inscrites au Registre du commerce, est régie par les dispositions de la loi du

#### **E. 2.1.1**

Selon l'art. 3 al. 1 LFus, la fusion de sociétés peut résulter de la reprise d'une société par une autre (fusion par absorption) ou de leur réunion en une nouvelle société (fusion par combinaison). La fusion entraîne la dissolution de la société transférante et sa radiation du Registre du commerce (art. 3 al. 2 LFus). La disparition de la société transférante est également un élément constitutif de la fusion. Elle est nécessaire dès lors que la société transférante est vidée de sa substance (qui est transférée à la société reprenante) et perd ses membres (qui deviennent associés de la société reprenante ou reçoivent un dédommagement en lieu et place de ce sociétariat; TRIGO TRINDADE, Commentaire LFus, 2005, n. 24 ad art. 22 LFus).

### **E. 2.1.2**

A teneur de l'art. 22 LFus, la fusion déploie ses effets dès son inscription au Registre du commerce. A cette date, l'ensemble des actifs et passifs de la société transférante sont transférés de par la loi à la société reprenante. La fusion devient effective au moment de son inscription dans le journal, sous condition de son approbation par l'Office fédéral du registre du commerce (TRIGO TRINDADE, op. cit., n. 25 ad art. 22 LFus).

### **E. 2.1.3**

Sous l'angle procédural, la fusion a pour conséquence la substitution de par le droit fédéral. Dans ce cas, la succession légale de l'ayant droit reprenant dans la position de partie au procès civil de l'ayant droit cédant intervient automatiquement (arrêts du Tribunal fédéral 4A\_610/2014 du 30 mars 2015 consid. 4.2.2; 5A\_256/2016 du 9 juin 2017 consid. 3.2 et 3.6). Il s'agit d'un cas de succession à titre universel, entraînant une substitution de partie ex lege, sans que la volonté des parties ne joue de rôle, comme l'art. 83 al. 4 CPC in fine en réserve la possibilité (cf. JEANDIN in Commentaire romand, Code procédure civile, 3ème éd, 2021, n. 28s. ad art. 83 CPC).

### **E. 2.1.4**

Le CPC ne traite pas explicitement de la qualité pour appeler ou recourir. Ce sont avant tout les parties à la procédure (Hauptparteien) qui disposent de cette qualité, tout comme leurs successeurs à titre universel (JEANDIN, op. cit., Intro. aux art. 308 à 334 CPC, n. 12). A propos de l'art. 221 al. 1 let. a CPC, qui prévoit que la demande contient la désignation des parties et de leurs éventuels représentants, le Tribunal fédéral a relevé que la désignation précise des parties au procès est une condition centrale pour l'examen de leur capacité d'être partie et d'ester en justice, ainsi que de leur légitimation (arrêts du Tribunal fédéral 4A\_242/2016 du 5 octobre 2016

- 5/7 -

C/23959/2017 consid. 3.4; 4A\_116/2015 du 9 novembre 2015 consid. 3.5.3, non publié in ATF 141 III 539). Les parties et les représentants doivent donc être désignés de manière à ce qu'il n'y ait aucun doute sur leur identité (cf. ATF 131 I 57 consid. 2.2). Le juge peut rectifier d'office ou sur requête une désignation de partie qui est entachée d'une inexactitude purement formelle ou d'une simple erreur rédactionnelle. L'erreur commise doit être aisément décelable et rectifiable, tant pour la partie adverse que pour le juge; il ne doit donc exister aucun risque de confusion quant à l'identité de la personne visée (ATF 136 III 545 consid. 3.4.1; 131 I 57 consid. 2.2; arrêt du Tribunal fédéral 4A\_17/2016 du 29 juin 2016 consid. 2.2). Toutefois, si le défaut dans la désignation des parties est si grave que l'identité des parties reste totalement indéterminée, ou si une partie inexistante intente une action, il n'y a pas lieu d'entrer en matière sur l'action (arrêt du Tribunal fédéral 4A\_116/2015 cité consid. 3.5.1 avec renvois, non publié in ATF 141 III 539). La simple rectification de la désignation d'une partie doit en effet être distinguée d'un changement de partie proprement dit, qui n'est en principe admissible (sans aliénation de l'objet du litige) qu'avec le consentement de la partie adverse, conformément à l'art. 83 al. 4 CPC (cf. ATF 131 I 57 consid. 2.2; arrêt 4A\_116/2015 cité consid. 3.5.1, non publié in ATF 141 III 539).

### **E. 2.2**

En l'espèce, il est constant que la société A\_\_\_\_\_ SA a été radiée du Registre du commerce par suite de fusion, avec effet dès l'inscription de cette fusion au journal dudit Registre, soit

en l'occurrence dès le \_\_\_\_\_ 2022. A cette date, A\_\_\_\_\_ SA a cessé d'exister, conformément aux dispositions et principes rappelés ci-dessus, et F\_\_\_\_\_ SA lui a succédé ipso jure dans l'ensemble de ses droits et obligations. En l'occurrence, lesdits droits comprenaient notamment le droit de former appel du jugement rendu le 30 mai 2022 dans le présent procès, auquel A\_\_\_\_\_ SA était partie; c'est en cela que F\_\_\_\_\_ SA a succédé à la précitée et repris sa position au procès, sans que les intimés ne puissent s'y opposer. Il s'ensuit qu'avant le \_\_\_\_\_ 2022, un tel appel ne pouvait valablement être interjeté que par (et au nom de) A\_\_\_\_\_ SA, tandis qu'à compter de cette date, il ne pouvait plus l'être que par (et au nom de) F\_\_\_\_\_ SA. Ayant été formé au nom de la première par acte du 4 juillet 2022, l'appel a été interjeté par une partie inexistante, ce que ses représentants ne pouvaient raisonnablement ignorer. Or, il ne s'agit pas d'une irrégularité purement formelle, ni d'une simple erreur rédactionnelle, susceptible d'être rectifiée pour autant qu'aucune confusion ne soit possible. Les sociétés précitées sont au contraire des entités distinctes et le remplacement de l'une, même inexistante, par l'autre ne peut constituer qu'une substitution de partie, dont les conditions ne sont en l'espèce pas réalisées.

- 6/7 -

C/23959/2017 Tel est le cas même si, comme le relèvent les représentants de A\_\_\_\_\_ SA, plusieurs organes ou fondés de procuration de celle-ci occupent désormais des fonctions similaires au sein de F\_\_\_\_\_ SA. Ces personnes n'ont en effet été inscrites dans leurs nouvelles fonctions au Registre du commerce que le 22 juillet 2022, soit postérieurement au dépôt de l'appel, et n'ont donc pas pu formellement participer à la volonté d'interjeter appel pour le compte de F\_\_\_\_\_ SA (étant rappelé que c'est également l'inscription audit registre qui opère l'acquisition du sociétariat dans la société reprenante des membres de la société transférante, cf. TRIGO TRINDADE, op. cit., n. 37 ad art. 21 LFus). Elles n'ont pas davantage pu participer à cette volonté pour le compte de A\_\_\_\_\_ SA, qui avait cessé d'exister lorsque l'appel a été interjeté. Ainsi, le vice lié au défaut d'existence de la partie appelante au moment de l'appel est grave et n'est pas susceptible d'être réparé. Par conséquent, l'appel formé au nom de A\_\_\_\_\_ SA sera déclaré irrecevable.

### **E. 3**

Les frais judiciaires d'appel seront arrêtés à 6'000 fr. (art. 13, 17 et 35 RTFMC) et formellement mis à la charge de la partie appelante, qui succombe (art. 105 al. 1, art. 106 al. 1 CPC). Ils seront compensés à due concurrence avec l'avance de frais de même montant fournie au nom de celle-ci, qui demeure dans cette mesure acquise à l'Etat, et il sera ordonné aux Services financiers du Pouvoir judiciaire de restituer en mains du conseil de la partie appelante le solde de ladite avance, soit la somme de 6'000 fr. (art. 111 al. 1 CPC). Les intimés n'ayant pas conclu au paiement de dépens dans l'éventualité où l'appel serait déclaré irrecevable, il n'y a pas lieu de leur en allouer (art. 111 al. 2 CPC a contrario; cf. ég. TAPPY, Commentaire romand, Code de procédure civile, 2ème éd., 2019, n. 7 ad art. 105 CPC). \* \* \* \* \*

- 7/7 -

C/23959/2017 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : Déclare irrecevable l'appel interjeté le 4 juillet 2022 au nom de A\_\_\_\_\_ SA contre le jugement JTPI/6628/2022 rendu le 30 mai 2022 par le Tribunal de première instance dans la cause C/23959/2017-10. Arrête les frais judiciaires d'appel à 6'000 fr., les met formellement à la charge de la partie appelante et les compense avec l'avance de frais fournie, qui demeure dans cette mesure acquise à l'Etat

de Genève. Ordonne aux Services financiers du Pouvoir judiciaire de restituer en mains du conseil de la partie appelante le solde de l'avance fournie, soit la somme de 6'000 fr. Dit qu'il n'est pas alloué de dépens d'appel. Siégeant : Monsieur Cédric-Laurent MICHEL, président; Madame Pauline ERARD, Madame Paola CAMPOMAGNANI, juges; Madame Sandra CARRIER, greffière.

Le président : Cédric-Laurent MICHEL

La greffière : Sandra CARRIER

Indication des voies de recours : Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile. Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14. Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.